



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 23 septembre 2024

EN RÉSUMÉ

Nominations

Geneviève Darrieussecq, médecin, députée des Landes, vice-présidente du Mouvement Démocrate, ancienne ministre déléguée chargée des Personnes handicapées, ancienne ministre déléguée chargée de la Mémoire et des Anciens combattants, a été nommée ministre de la Santé et de l'Accès aux soins.

Franck Von Lennep, conseiller maître à la Cour des comptes, ancien directeur de la sécurité sociale, est nommé vice-président du Conseil stratégique de l'innovation en santé, dont Cécile Lambert devient rapporteure générale.

Arnaud Guinier, ancien chef de cabinet de Geneviève Darrieussecq au ministère délégué chargé des Personnes handicapées, devrait être nommé chef de son cabinet au ministère de la Santé et de l'Accès aux soins.

Georges-François Leclerc, jusqu'alors directeur de cabinet de Catherine Vautrin, au ministère de la Santé, du Travail et des Solidarités, s'est vu confier la direction de son cabinet au ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation.

Michaël Galy, préfet de la Nièvre, ancien directeur général des hôpitaux universitaires de Strasbourg, se verrait confier la direction de cabinet de Geneviève Darrieussecq, ministre de la Santé et de l'Accès aux soins.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

PLFSS – Yannick Neuder, rapporteur général de la commission des Affaires sociales, exprime des doutes sur l'efficacité du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, mettant en garde contre des réductions budgétaires qui ne résoudraient pas le déficit. Il souligne la nécessité de réformes structurelles dans le système de santé et la prévention, ainsi que l'importance d'une loi de programmation en santé pour établir des objectifs clairs. Neuder appelle également à une meilleure transparence concernant les données financières de la Sécurité sociale et propose des pistes pour réduire les déficits, notamment en favorisant l'industrialisation locale des médicaments.

Budget 2025 – Le gouvernement prévoit de présenter le projet de loi de finances 2025 la semaine du 9 octobre, avec un effort significatif pour contenir le déficit public, qui pourrait dépasser 6 % du PIB en 2024. Le ministre des Comptes publics, Laurent Saint-Martin, a souligné que la réduction du déficit se fera principalement par des économies budgétaires, plutôt que par une hausse généralisée des impôts. Toutes les administrations, y compris l'État, la Sécurité sociale et les collectivités locales, seront mises à contribution pour atteindre cet objectif.

Aide Médicale D'État – Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, a critiqué la volonté du ministre de l'Intérieur de modifier AME par décret, insistant sur le respect des prérogatives du Parlement. Elle a rappelé que toute modification de l'AME, considérée comme un enjeu de santé publique par ses défenseurs, doit passer par un débat législatif et ne pas être imposée par voie réglementaire. Des critiques similaires ont été émises par d'autres responsables politiques et acteurs sociaux, dénonçant l'approche unilatérale du ministre et appelant à une clarification de la politique d'immigration.